

Introduction

Préférence nationale, expulsion des étrangers, fermeture des frontières, hostilité à l'islam, résurgence du racisme et de l'antisémitisme, assignation des femmes à leur rôle de mère, homophobie : les idées de l'extrême droite se propagent. Des boucs émissaires sont rendus responsables des crises mondiales qui bouleversent la France et l'Europe. Cette stigmatisation de groupes ou de personnes nie l'égalité des humains et pervertit l'exercice de la démocratie.

De fait, les idées de l'extrême droite ne circulent plus seulement dans les meetings électoraux et les isoïrs. Elles se propagent dans les villes, les villages, les campus, les lycées, les quartiers, sur les lieux de travail, dans les territoires urbains et ruraux jusqu'à occuper les conversations quotidiennes et se banaliser.

Cette banalisation préoccupante provient entre autres de la confusion politique née d'alternances décevantes, de la souffrance induite par la précarité sociale, de la peur du déclassement et de la concurrence avec les plus pauvres. Ces tensions nourrissent des réflexes de rejet de l'autre. Devant l'incertitude, certains sont tentés de se replier sur des positions qui peuvent sembler protectrices : s'occuper d'abord de soi et des siens, et ensuite, ensuite seulement, des autres : Européens, étrangers, bref de tous ces gens qui paraissent différents.

Bien souvent, pour alimenter la confusion, les dirigeants de l'extrême droite avancent masqués. Ils invo-

quent la République, la laïcité, parfois même les conquêtes sociales pour mieux tordre le coup à la portée universelle et exemplaire de ces acquis et empêcher le nécessaire débat sur l'inégale répartition des richesses. Les partisans de l'inégalité diffusent rarement leur propagande à visage découvert. Mais le martèlement de thèmes comme l'identité nationale et la préférence nationale, la vindicte jetée contre les Roms, les obsessions antisémites d'un humoriste, la comparaison scandaleuse entre quelques prières de rue de musulmans et l'invasion de la France par les troupes hitlériennes en juin 1940 révèlent la pulsion qui guide leurs actions et leur programme : la haine de l'autre.

À ce titre, les idées de l'extrême droite ne sont pas des idées ordinaires : elles font croire par exemple que la nationalité française octroie des droits sociaux non partageables avec des étrangers. Ainsi, l'idée se propage qu'il serait normal de priver les étrangers résidant en France d'allocations familiales ou d'aides au logement. Cette proposition qui relève du racisme est absurde : pourquoi les étrangers, qui participent par leur travail à la richesse du pays et par les cotisations qu'ils versent à la solidarité entre tous – chômeurs et salariés, retraités et actifs, malades et bien portants –, n'auraient-ils plus le droit de bénéficier de ces prestations sociales qu'ils contribuent à financer ? Même chose avec la jeunesse : pourquoi des jeunes faisant leurs études en France ne pourraient-ils pas les poursuivre au motif qu'ils sont étrangers ?

Le principe de la préférence nationale, ciment des propositions de l'extrême droite, introduit le germe de la division entre tous : lycéen(ne)s, étudiant(e)s, sala-

rié(e)s, retraité(e)s, chômeur/ses, alors même qu'ils ont tout à gagner à leur solidarité et à une union qui fait leur force. La lutte pour le droit de tous les jeunes à l'éducation et le droit de tous au travail ne peut pas entrer dans une logique de tri fondé sur la nationalité. Jamais les grandes avancées sociales que sont par exemple la Sécurité sociale, dont les droits à la retraite, ou les congés payés, n'ont été obtenues en excluant de leur bénéfice les étrangers. L'expérience montre en effet qu'on ne conquiert pas de droits en acceptant que certains en soient dépouillés au prétexte de leur nationalité ou de leur croyance. Toute l'histoire sociale est jalonnée de moments où, pour contrecarrer la volonté patronale de rémunérer le travail au prix le plus bas en jouant sur la concurrence entre les travailleurs, les syndicats ont opposé la force de règles non discriminantes à travers l'accès à l'emploi, le droit du travail, les conventions collectives, les statuts...

La propagande de l'extrême droite vise donc les droits de l'homme comme les valeurs du monde du travail et du monde associatif. Au-delà, le discours de la préférence nationale, censé séduire les travailleurs et l'ensemble des citoyens français, cautionne l'idée fautive d'une inégalité foncière des êtres humains. Cela permet de mettre de côté le combat contre les causes réelles de l'injustice : l'extension de la précarité et de l'insécurité sociales parmi la jeunesse et dans de larges fractions de la population, l'exploitation de la force de travail de millions de salariés en France et dans le monde dans des conditions de rémunération et de vie inacceptables, l'absence de priorité donnée au développement humain permettant de satisfaire les besoins essentiels des hommes et des

femmes habitant la même planète. Veut-on accroître ces inégalités, les rendre légitimes, ou les réduire par des actions qui sont autant de leviers pour opposer la force de la solidarité à la loi du tous contre tous ?

Dans ce contexte de grande tension et d'interrogations multiples, beaucoup de salarié(e)s, beaucoup de citoyennes et citoyens s'interrogent à juste titre : comment s'appuyer sur les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité pour combattre le rejet de l'autre ? Qui doit agir et comment ? Répondre à ces questions, participer au débat public sur ce qu'il est nécessaire de protéger, de construire, de changer implique de rejeter la propagande et la démagogie de l'extrême droite. Cela suppose l'engagement de toutes les forces qui se reconnaissent dans un idéal de justice, d'égalité et non pas uniquement des seuls partis politiques.

Parce qu'ils sont des acteurs démocratiques, les syndicats et les associations ont un devoir de vérité et de solidarité : leur histoire est marquée par leurs mobilisations contre la xénophobie, le racisme, le sexisme, l'homophobie, l'antisémitisme, les attaques contre les musulmans, contre toutes les tentatives haineuses de division des salarié(e)s, des citoyennes et des citoyens.

Aujourd'hui, face aux défis de grande ampleur qu'affrontent le monde du travail et plus largement nos sociétés, il s'agit de réinventer des politiques économiques et sociales qui sortent du cercle régressif de l'austérité, d'éradiquer la misère en faisant progresser l'emploi, de construire des coopérations mutuellement avantageuses avec d'autres continents, d'imposer des normes sociales dans les accords internationaux, de contribuer à une transition écologique pour l'humanité.

Ces défis ne pourront être relevés qu'à une condition : que la solidarité l'emporte sur le chacun pour soi et le chacun chez soi.

C'est la raison pour laquelle ce livre a été conçu. Il déconstruit une à une les idées fausses propagées par l'extrême droite, ces idées qui, sous le masque de l'évidence, véhiculent le mensonge et remettent en cause le fondement de notre démocratie : le droit de chacun à vivre dans la liberté, l'égalité et la fraternité. Ce livre ne remplace pas la nécessaire action syndicale et associative quotidienne. Il vient la compléter. C'est un outil pour mener l'indispensable débat. Le devoir des citoyens et des organisations qui les rassemblent est en effet de dissiper le mensonge et de se défaire du poison de la division et de la haine. Déconstruire les arguments de l'extrême droite, c'est ouvrir un horizon d'engagement. Pour donner à chacune et chacun la possibilité, dans sa vie au lycée, à l'université, au travail et dans la cité, de construire avec d'autres une société du vivre-ensemble, d'égalité, de liberté, de solidarité et de dignité pour toutes et tous.

Gérard Aschieri,
président de l'Institut de recherches de la FSU

Frédéric Bodin,
secrétaire national de l'Union syndicale Solidaires

Agnès Naton,
directrice de l'entreprise de presse de la CGT la SA « Vie Ouvrière »

Pierre Tartakowsky,
président de la Ligue des droits de l'Homme.